



**PRÉFET
DE L'YONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service de l'Animation des Politiques Publiques
Interministérielles et de l'Environnement
Bureau de l'Environnement**

**Arrêté n° PREF-SAPPIE-BE-2024-0120
du 11 mars 2024
portant mise en demeure de la société PLASTIK PACK FRANCE
sur le territoire de la commune de GRON**

Le Préfet de l'Yonne,

VU le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L.1 71-8, L. 172-1 et suivants, L. 511-1 et L. 514-5 ;

VU le code de justice administrative ;

VU l'arrêté préfectoral n° PREF-DCLD-2003-0902 du 21 octobre 2003 autorisant Monsieur le Directeur de la société PLASTIK PACK FRANCE à exploiter une installation de fabrication de bidons plastiques sur le territoire de la commune de GRON ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant en date du 30 janvier 2024 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU le projet d'arrêté transmis le 16 février 2024 à l'exploitant en application de l'article L. 171-6 du code de l'environnement ;

VU l'absence d'observation de l'exploitant sur le projet d'arrêté précité ;

CONSIDÉRANT que l'article L.171-8 du code de l'environnement dispose qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ;

CONSIDÉRANT que l'article 32.7 de l'arrêté préfectoral du 21 octobre 2003 susvisé dispose :
« L'installation doit être dotée de moyens contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux,...) publics ou privés dont un implanté à 200 m au plus du risque , ou des points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le risque à défendre ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;
- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;

- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours ;
- d'un système interne d'alerte incendie ;
- de robinets d'incendie armés ;
- d'un système de détection automatique de fumées avec report d'alarme exploitable rapidement » ;

CONSIDÉRANT que l'article 32.14 de l'arrêté préfectoral du 21 octobre 2003 susvisé dispose :
« L'exploitant doit établir, pour son établissement, un plan d'intervention en cas de sinistre. Ce plan doit définir les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires de lutte contre les sinistres et de secours dont il dispose compte-tenu de la nature, de la consistance et des conditions de mise en œuvre des moyens de secours privés dont il s'est assuré le concours et les moyens de secours publics dont il a connaissance » ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 13 décembre 2023, l'inspecteur de l'environnement a constaté que l'exploitant ne respecte pas les dispositions susmentionnées puisque :

- la partie du bâtiment dédiée à la production ne dispose ni de système d'alerte incendie, ni de système de détection automatique de fumées avec report d'alarme exploitable rapidement ;
- les stockages extérieurs ne disposent pas de protection incendie par des extincteurs ;
- l'exploitant n'a pas justifié qu'il avait mis en place un plan d'intervention en cas de sinistre pour son établissement ;

CONSIDÉRANT que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 I du code de l'environnement en mettant en demeure la société PLASTIK PACK FRANCE susvisé ;

SUR proposition de Madame la Secrétaire générale de la préfecture de l'Yonne,

AR R E T E

Article 1- Objet

La société PLASTIK PACK FRANCE situé Ruelle aux Chats - Zone industrielle de Gron - 89100 – GRON est mis en demeure, **sous un délai de 3 mois** à compter de la notification du présent arrêté, de disposer:

- d'un système d'alerte incendie et d'un système de détection automatique de fumées avec report d'alarme exploitable rapidement, dans la partie du bâtiment dédiée à la production ;
- de protection incendie par des extincteurs, pour les stockages extérieurs ;
- d'un plan d'intervention en cas de sinistre pour son établissement.

Article 2 - Publicité

Conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de deux mois.

Article 2 - Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal administratif de Dijon dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le Tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Le destinataire du présent arrêté peut également saisir le préfet d'un recours gracieux ou le ministre de la transition écologique d'un recours hiérarchique, ce qui n'interrompt en aucune façon le délai de recours contentieux (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut décision implicite de rejet).

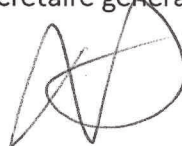
Article 4 – Exécution

Madame la Secrétaire générale de la Préfecture de l'Yonne et Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté qui sera notifié à la société PLASTIK PACK FRANCE et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le Sous-préfet de SENS,
- Monsieur le Maire de GRON,
- Monsieur le Directeur du Service départemental d'incendie et de secours,
- Monsieur le Directeur général de l'Agence régionale de santé Bourgogne-Franche-Comté,
- Monsieur le Responsable de l'Unité interdépartementale Nièvre/Yonne de la Direction Régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté.

Fait à Auxerre, le **1.1 MARS 2024**

Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-préfète,
Secrétaire générale,



Pauline GIRARDOT